



**AMÉRIQUE
CENTRALE**



D 2022 • AmC1
15-31 octobre 1995

MOTS-CLEFS
Armée
Droits de l'homme
Sécurité nationale
Production
Drogue

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69002 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

LE POIDS DES FORCES ARMÉES dans la production économique

La pénétration des forces armées dans le monde de la production économique en Amérique centrale est à comprendre à partir de la situation nouvelle dans laquelle se trouve cette région. La perte du pouvoir armé est de plus en plus compensée par la conquête d'un pouvoir économique. Les forces armées, à l'instar de groupes économiques puissants, gèrent leurs propres entreprises, planifient leurs investissements, maîtrisent des instruments de communication. Le retour à la société civile pourrait bien être partiellement menacé par la détention d'un fort pouvoir économique

de la part des forces armées. Il importe cependant de signaler la situation particulière de deux pays d'Amérique centrale, celle du Costa Rica (qui n'a pas d'armée depuis quarante ans) et celle du Panamá (qui, depuis 1989, a procédé à de profonds changements, en lien avec les Etats-Unis). La situation de ces deux pays n'est pas traitée dans cet article .

Article paru dans Panorama Centroamericano, juillet 1995 (revue publiée par l'Institut centraméricain d'études politiques, Guatemala) .

L'insertion des forces armées dans le schéma économique des pays centro-américains est une tendance qui a été définie dans la décennie des années quatre-vingts et qui s'est intensifiée dans les cinq dernières années par les coupures opérées dans les budgets destinés à la défense.

Mais l'ingérence dans la sphère économique a suscité des réactions adverses de la part des chefs d'entreprise, des organisations politiques, syndicales et des droits de l'homme.

La Commission des droits de l'homme d'Amérique centrale (Codehuca) a

signalé que dans le cadre de l'après-guerre les armées cherchent de nouveaux espaces dans la société civile pour se transformer en institutions supranationales et obtenir de nouveaux quotas de pouvoir. Adolfo Facusse, président du Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP), se référant au pouvoir économique des forces armées, a dénoncé une concurrence déloyale de la part des militaires, puisqu'ils ne s'acquittent pas du paiement des services publics.

A ces dénonciations s'ajoute la demande de divers secteurs de réduire

le budget de la défense et d'élargir les postes destinés à l'éducation et à la santé. Cependant, conformément aux données de la Fondation Arias pour la paix, la réduction du nombre des effectifs dans les rangs des armées n'a pas signifié une diminution des dépenses de ces institutions ni une restructuration des dépenses publiques. Au Nicaragua, l'armée a réduit le total de ses effectifs en 1990 de 95 000 à 15 000, tandis qu'au Salvador il a été réduit de 60 000 à 34 000. Cependant les dépenses de l'institution militaire ont varié de 1992 à 1994 de 36.5 à

37.7 millions de dollars au Nicaragua et de 100 à 141 millions au Salvador. Certains analystes considèrent que par leur activité d'entreprise les armées cherchent à pallier les possibles réductions dans le budget de la défense et l'excédent obtenu en réduisant le nombre des effectifs est destiné à de nouveaux investissements.

La production d'investissements pour le fonctionnement de l'armée est fortement appuyée par plusieurs chefs militaires. Au Nicaragua, le général Humberto Ortega, dernier chef de l'Armée populaire sandiniste, indiqua que " sans s'éloigner de sa mission qui consiste à assurer la défense de la souveraineté et l'ordre interne du pays, l'armée doit se mettre à participer aux règles de l'économie du libre marché". Le général Mario René Enríquez, ministre de la défense du Guatemala, a défini comme " une des illusions de l'armée l'idée de l'autofinancement de l'institution militaire à travers les

diverses activités qu'elle possède". Le Honduras est le pays où le double rôle comme militaires et hommes d'affaires a eu le plus grand impact sur l'économie nationale. L'Institution de prévision militaire (IPM) qui coordonne les entreprises militaires, est devenu en quatre ans un des cinq groupes économiques les plus importants du pays; actuellement il possède des investissements dans douze entreprises avec un patrimoine estimé à plus de 120 millions de dollars. En accord avec les chefs militaires, " les entreprises ne sont pas la propriété des forces armées mais de l'Institut qui investit ses fonds dans des activités productives qui peuvent rapporter des bénéfices à leurs cotisants".

La privatisation des biens de l'Etat a contribué également à l'augmentation des actifs des institutions militaires. L'Industrie hondurienne du ciment (Incehsa) a été privatisée par le gouvernement et achetée par l'IPM en

août 1991 pour 20 millions de dollars. L'armée du Nicaragua avec la compagnie ferrière la plus grande du pays, le Guatemala avec la plus grande fabrique de munitions et le Honduras avec le contrôle d'entreprises stratégiques de communications et d'énergie électrique confirment la tendance de l'armée vers les entreprises et le succès qu'en relativement peu d'années elle a obtenu dans ce secteur. Cependant, certains analystes indiquent que l'incursion des armées dans les affaires doit être étudiée attentivement puisque elle les transforme en un groupe économique de plus avec le poids politique qu'il exerce sur la société civile et l'avantage que donnent les armes.

Traduction, titre et sous-titres de DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

Principales entreprises officiellement reconnues "forces armées"

GUATEMALA	EL SALVADOR	HONDURAS	NICARAGUA
Canal 5 de télévision	Radio Cuscatlán	Radio stéréo	Entreprise nicaraguayenne de construction S.A.
Banque de l'armée	Centre de réhabilitation professionnelle	Industrie du ciment (Incehsa)	Ferronnerie technique S.A.
Centre médico-militaire	Pompes funèbres des forces armées	Banque des forces armées (BANFFA)	Produits métalliques S.A.
Commissariat à l'Armée	Université militaire	Maison de la bourse	Travaux publics S.A.
Fabrique de munitions	Hôtel "Pacific Paradise"	Investissement boursier	
Service de l'agriculture et de l'élevage	Coopérative des forces armées	Fabrique d'huile AGROINVASA	
Centre de matériel de guerre		Etudes et investissements	
Service de santé militaire	2 supermarchés, 1 station essence, 1 laverie, 1 pharmacie, 2 salles de vente	Entreprise crevettière Assurance Previsa Carte de crédit Previcard Pompes funèbres Saint-Michel	
Industrie militaire		Edition Zodiaco Armurerie Agence de publicité	
Club des officiers			
Stade de l'armée			

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F
Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.